



Les Français et l'environnement

Vague 2

Sondage Ifop pour **Agir pour l'Environnement**

N° 117668

Contacts Ifop :

Fabienne Gomant – Directrice Adjointe

Antoine Chatelet – Chargé d'Etude

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise




01 45 84 14 44

Prenom.nom@ifop.com

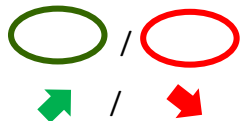
Novembre 2020

1 | La méthodologie

Etude réalisée par l'Ifop pour Agir pour l'Environnement

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 <p>Echantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.</p>	 <p>La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.</p>	 <p>Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne du 22 au 28 octobre 2020.</p>

Rappel méthodologique de la vague 1 : Auprès d'un échantillon de 1002 personnes selon la méthode des quotas, par questionnaire auto-administré en ligne, du 27 au 29 novembre 2019.



Indiquent des scores significativement supérieurs / inférieurs à la moyenne ou à la cible opposée

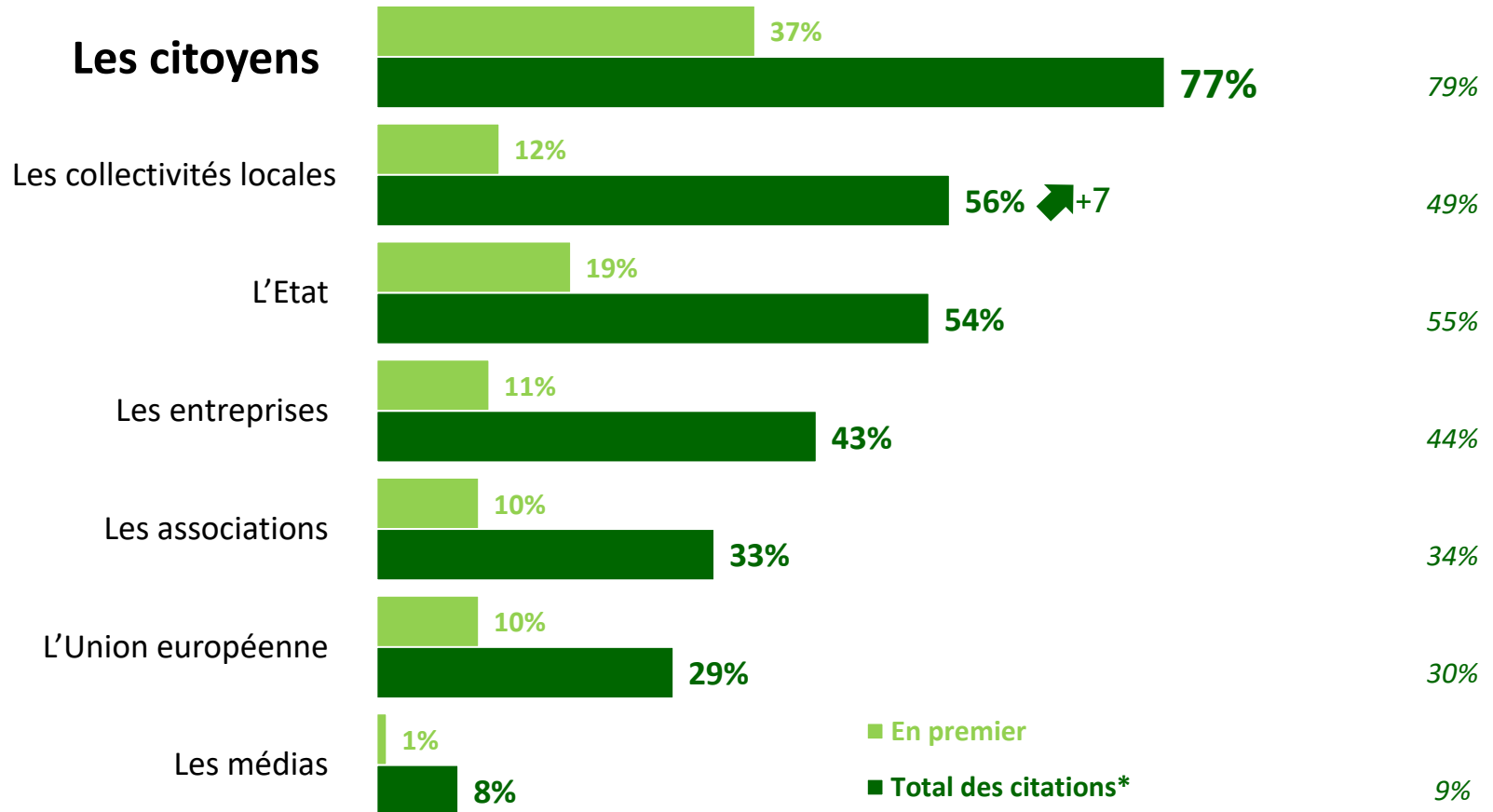
Indiquent des évolutions significativement supérieures / inférieures par rapport à l'année précédente



2 | Les résultats de l'étude

QUESTION : Parmi la liste suivante, quels sont les trois acteurs qui vous semblent les plus à même d'agir efficacement pour l'environnement ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

Rappel Novembre 2019
Total des citations



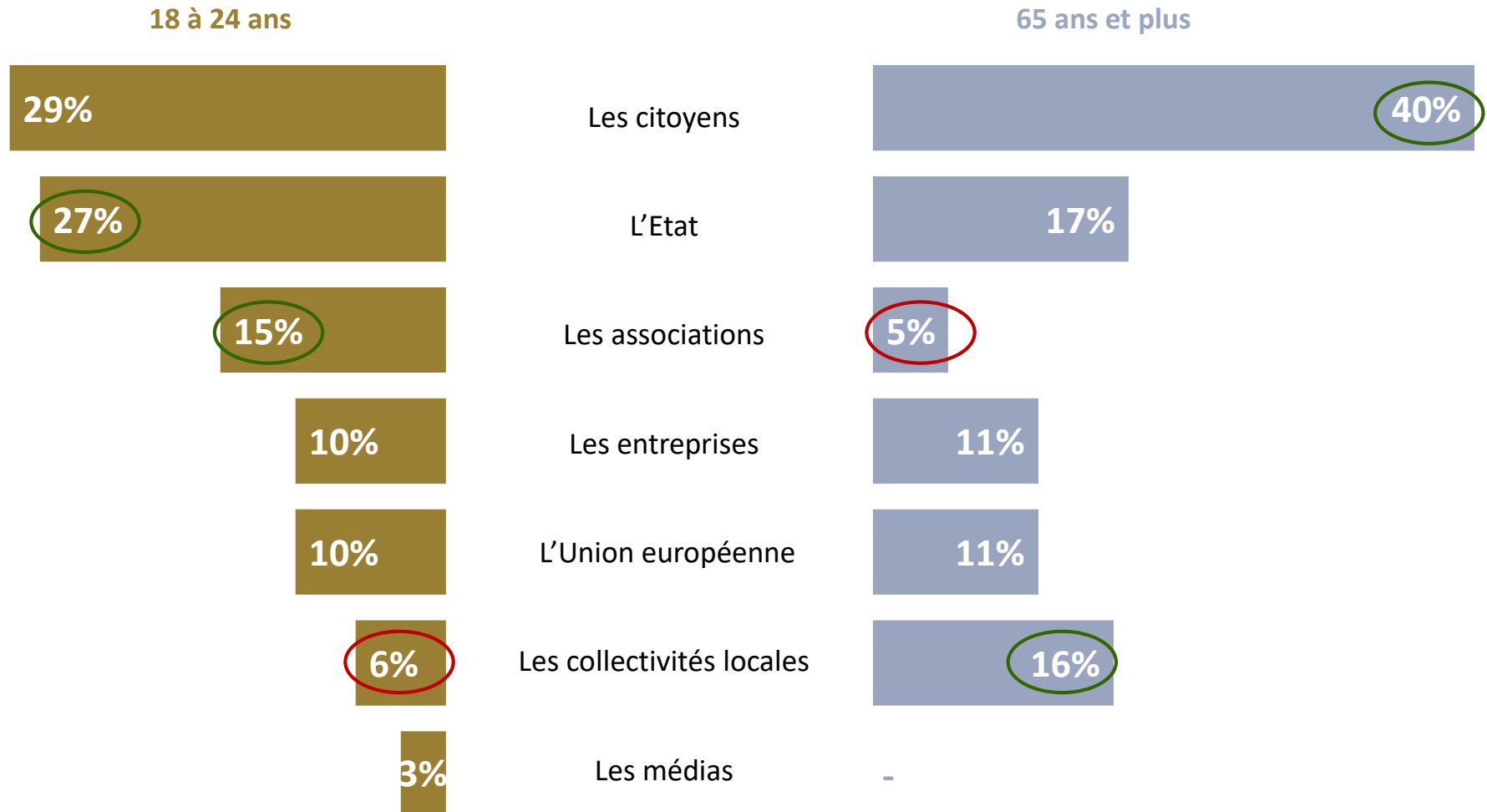
(* Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses)



Les acteurs identifiés comme les plus à même d'agir efficacement pour l'environnement

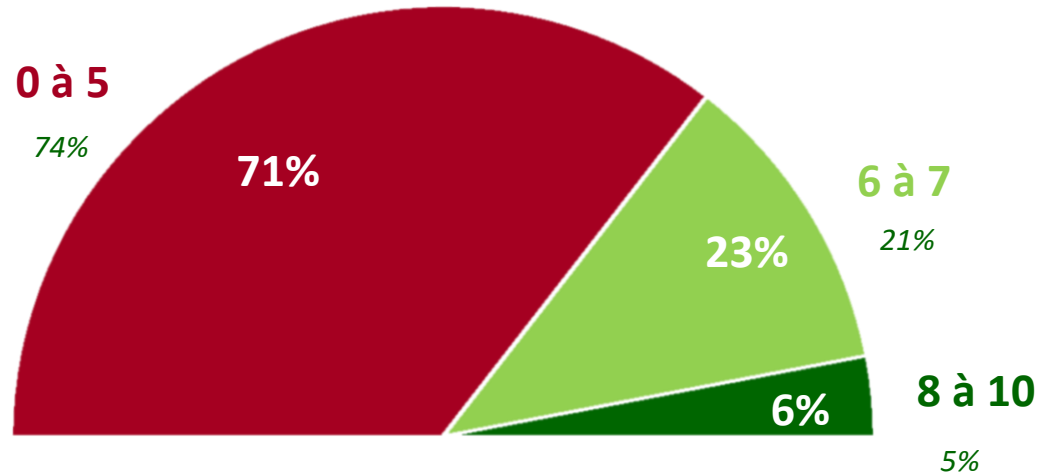
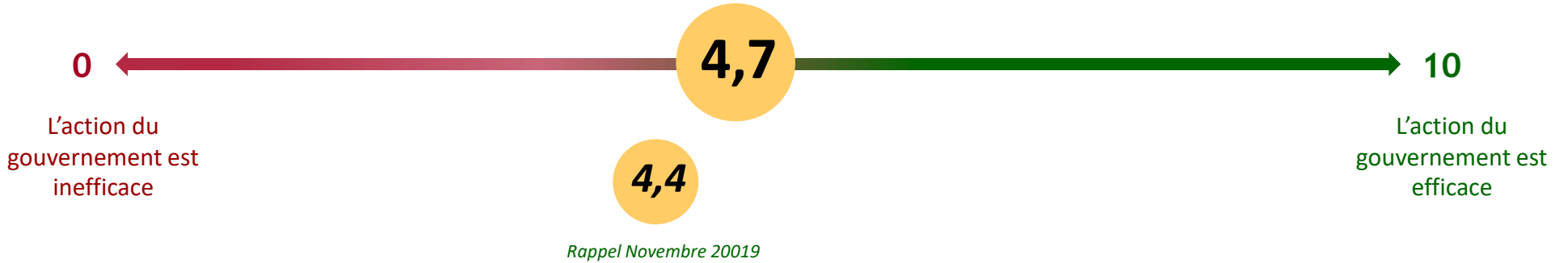
Focus « En premier » selon l'âge

QUESTION : Parmi la liste suivante, quels sont les trois acteurs qui vous semblent les plus à même d'agir efficacement pour l'environnement ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?



QUESTION : En matière écologique, sur une échelle de 0 à 10, comment jugeriez-vous l'action du gouvernement ? 10 signifie que vous jugez l'action du gouvernement très efficace et 0 que vous la jugez très inefficace.

Note moyenne

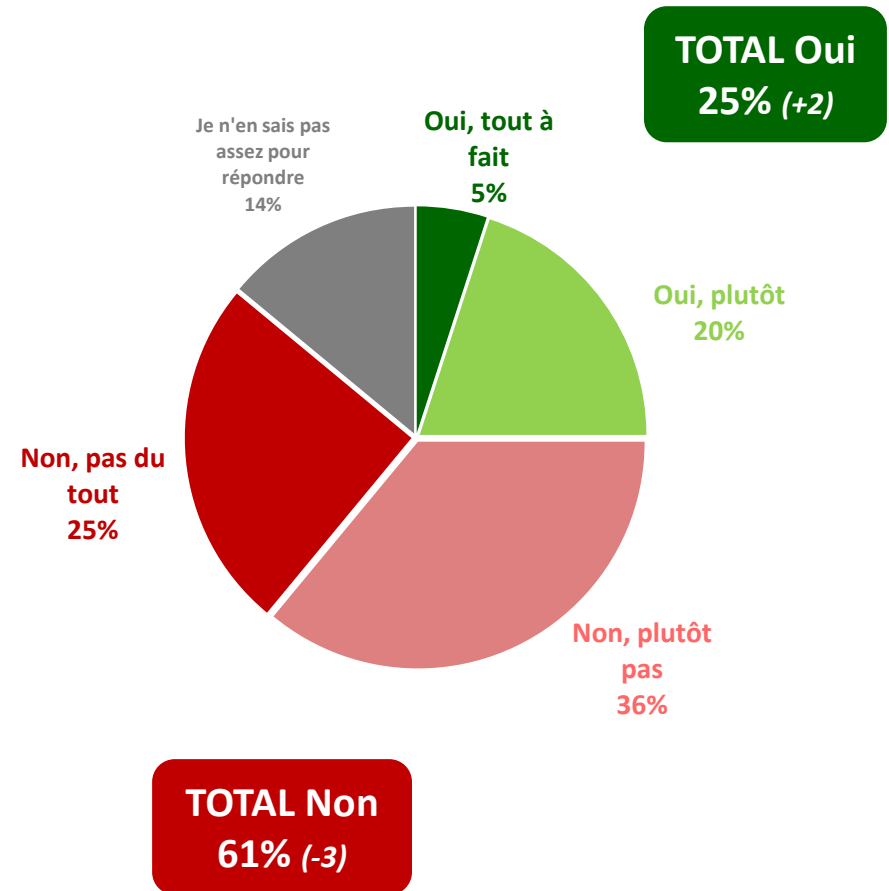
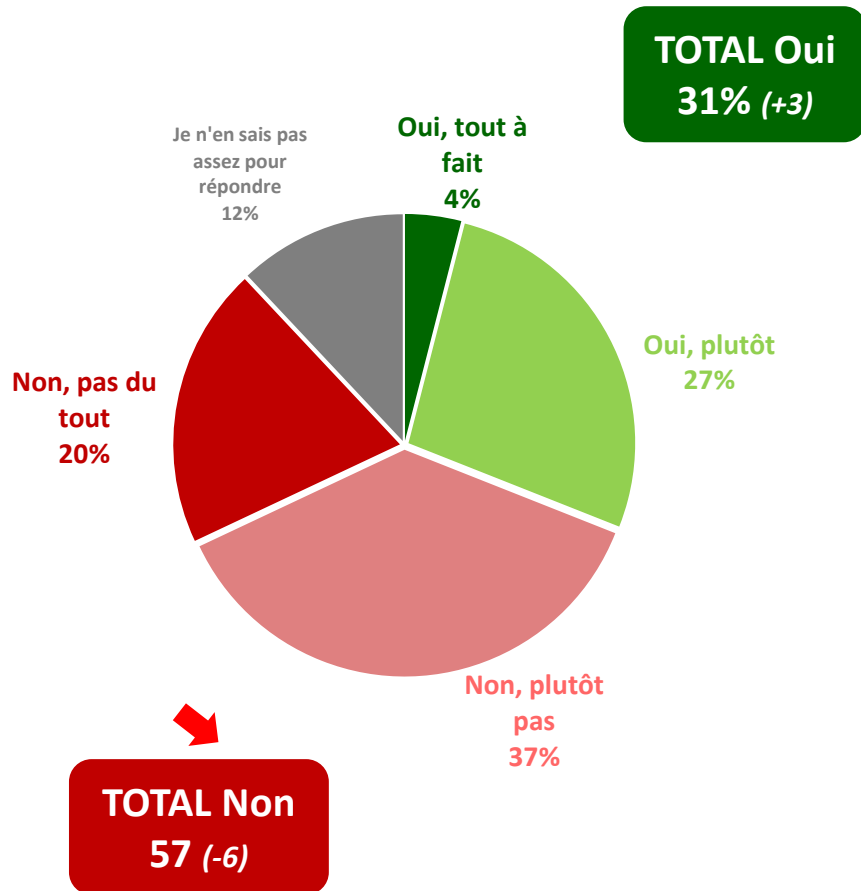




QUESTION : En matière de transition écologique, diriez-vous qu'Emmanuel Macron est ... ?

Engagé

Compétent



Les domaines dans lesquels les changements sont les plus prioritaires

QUESTION : Parmi les suivants, quels sont les domaines pour lesquels vous souhaitez que les changements soient les plus importants dans les années à venir ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?



(* Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses

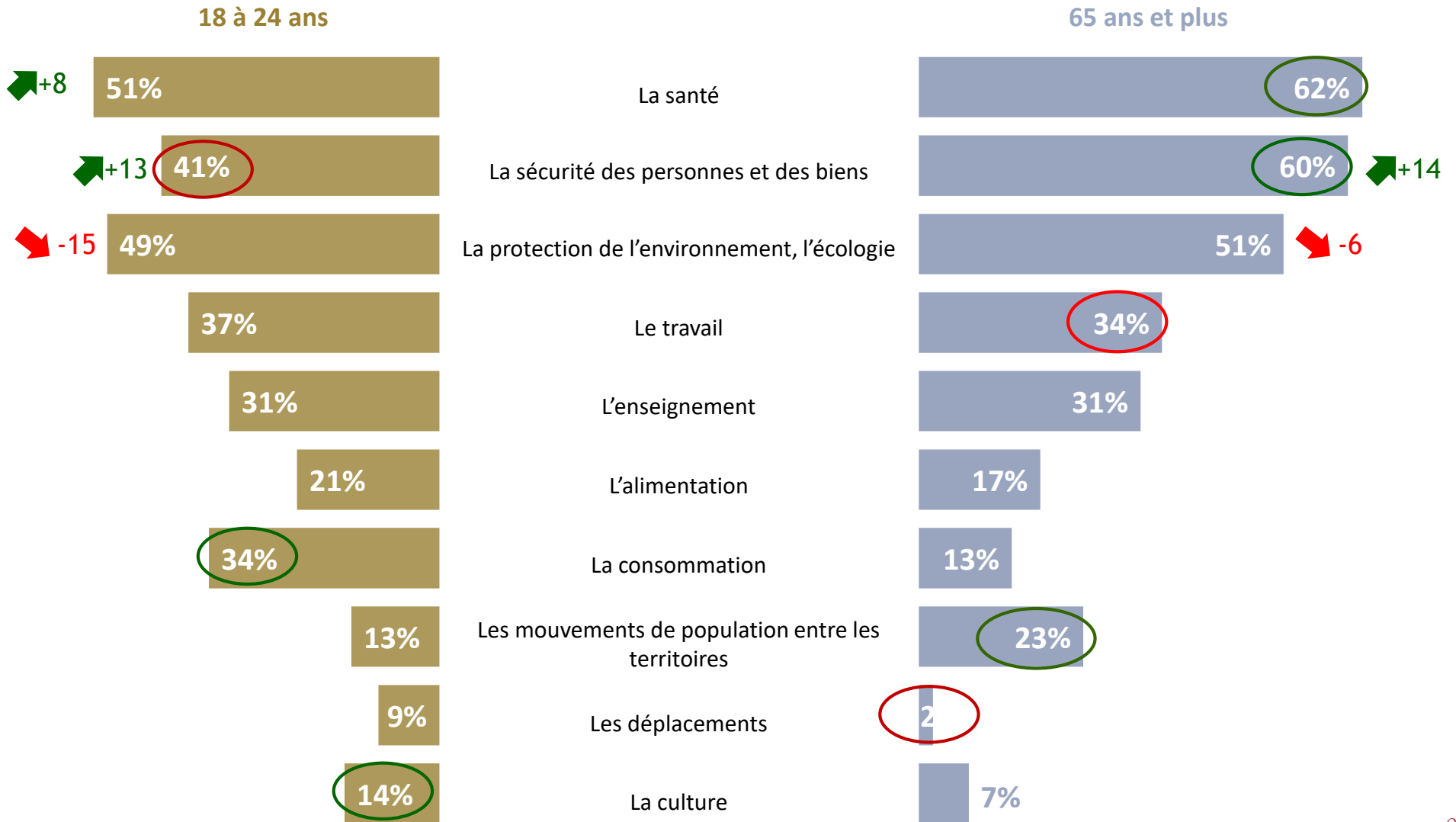
**Enquête Ifop réalisée pour le Journal du Dimanche auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas par questionnaire auto-administré en ligne du 13 au 14 novembre 2018.



Les domaines dans lesquels les changements sont les plus prioritaires

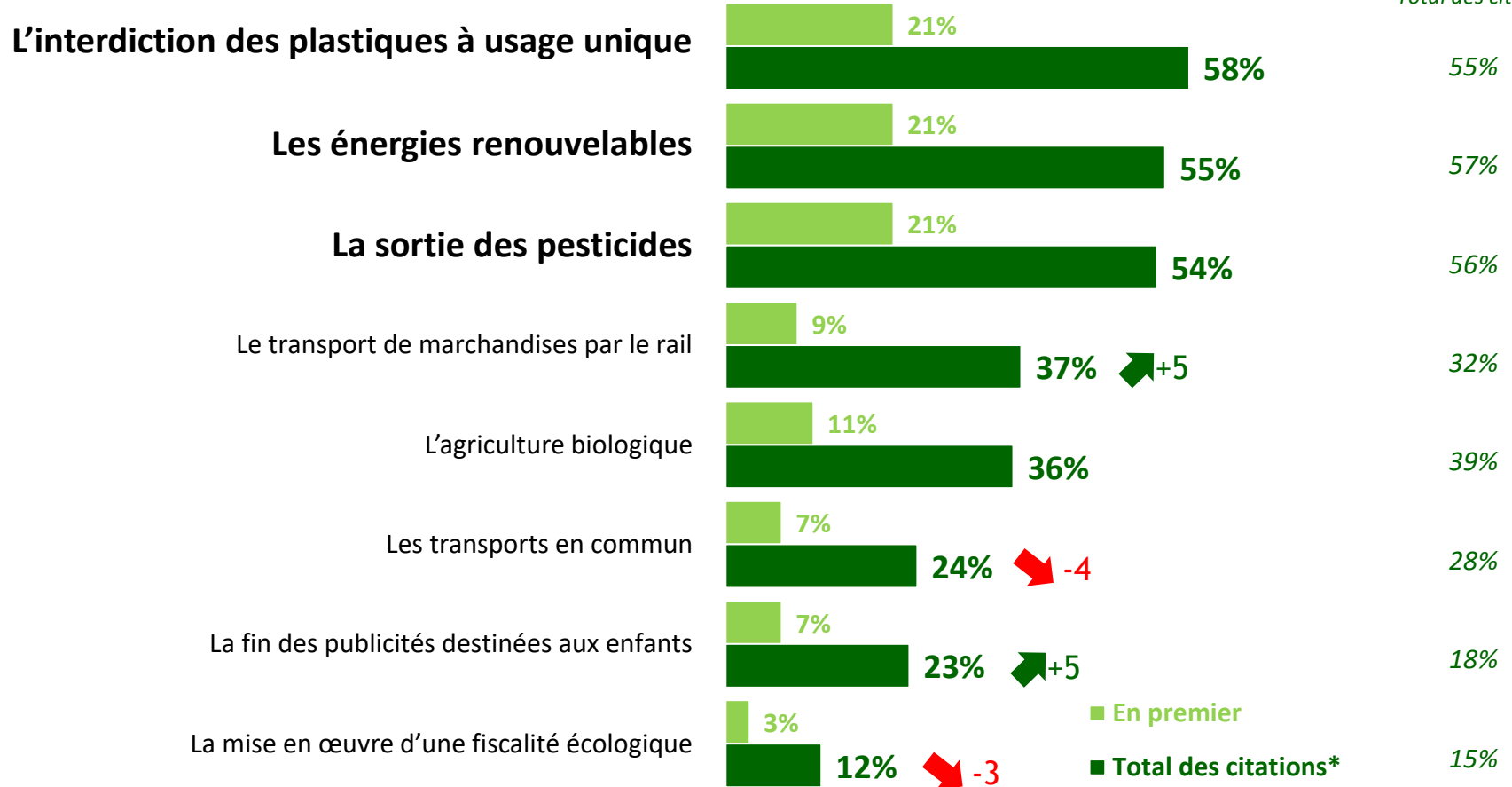
Focus « Total des citations » selon l'âge

QUESTION : Parmi les suivants, quels sont les domaines pour lesquels vous souhaitez que les changements soient les plus importants dans les années à venir ?
En premier ? En deuxième ? En troisième ?



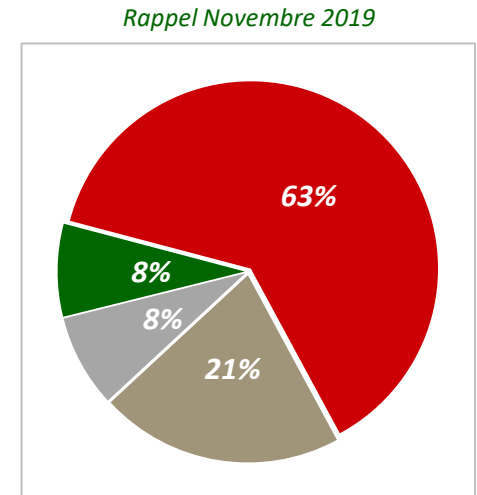
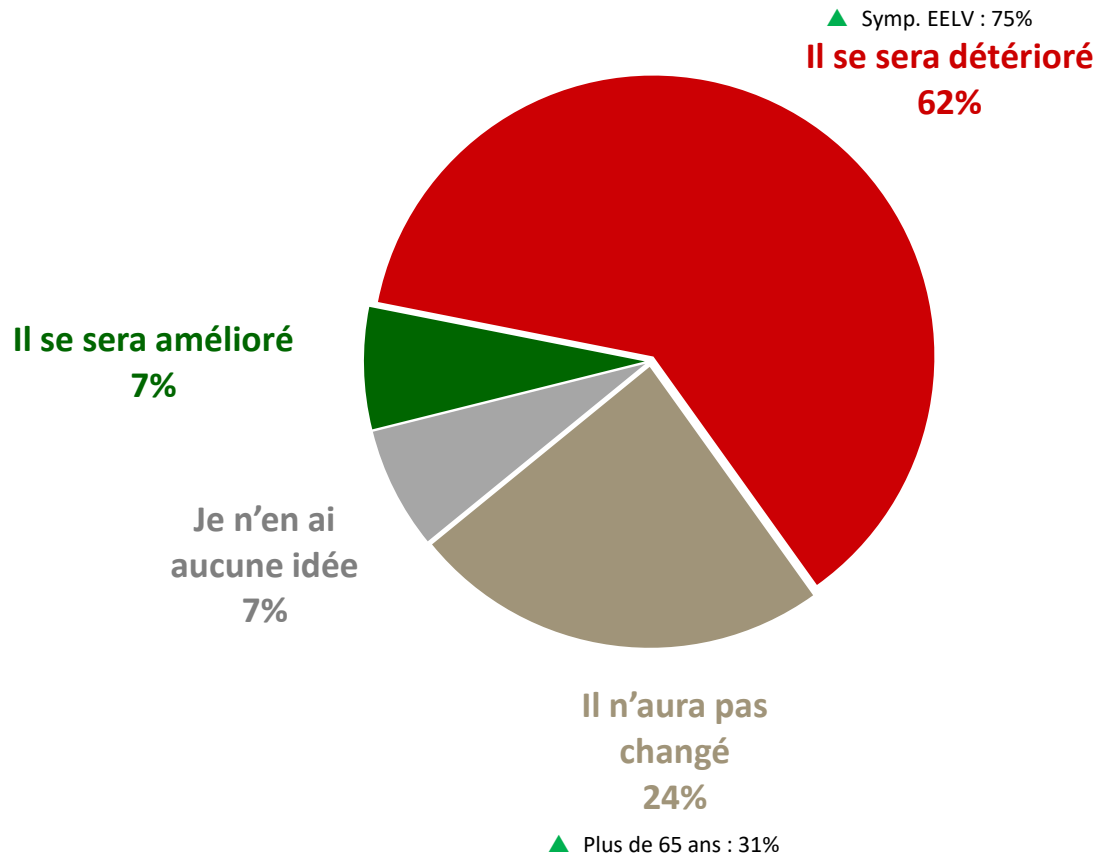
QUESTION : En matière de transition écologique, parmi la liste suivante, quels sont pour vous personnellement les trois domaines qui vous tiennent le plus à cœur, ceux pour lesquels vous pourriez vous engager ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

Rappel Novembre 2019
Total des citations



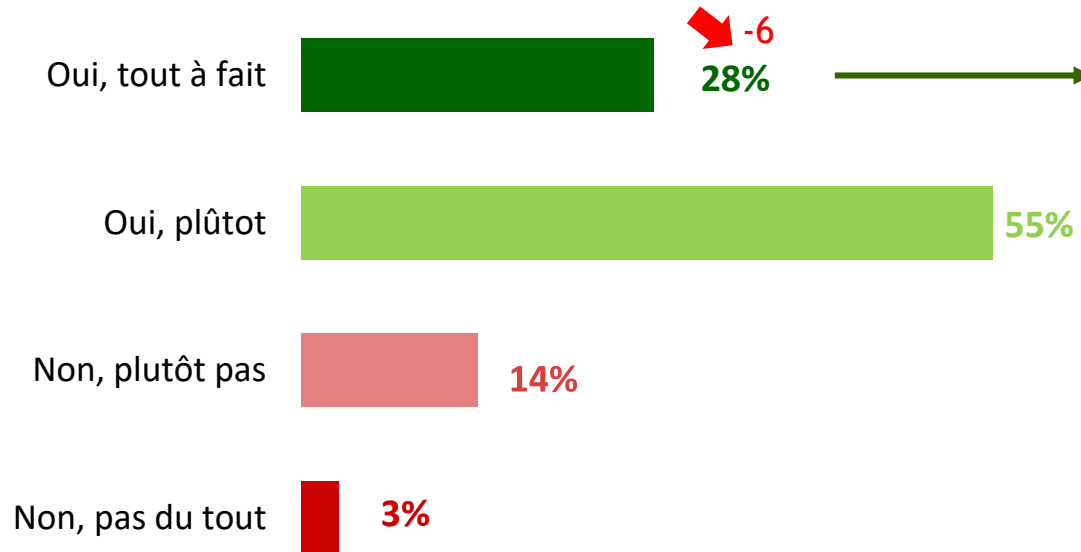
(* Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses)

QUESTION : D'ici 10 ans, pensez-vous que l'état de la planète sera amélioré, détérioré, ou n'aura pas changé ?



QUESTION : Vous personnellement, vous estimez-vous concerné(e) par les crises écologiques ?

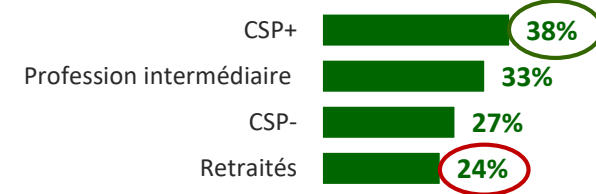
83% (-3 vs. 2019) des Français se sentent concerné(e)s par les crises écologiques



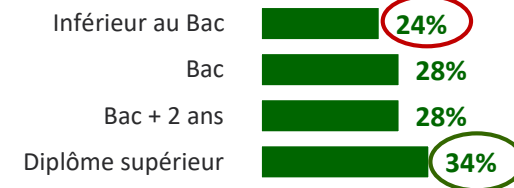
17% (+3) des Français ne se sentent concerné(e)s par les crises écologiques

Qui sont les plus concernés par les crises écologiques ?

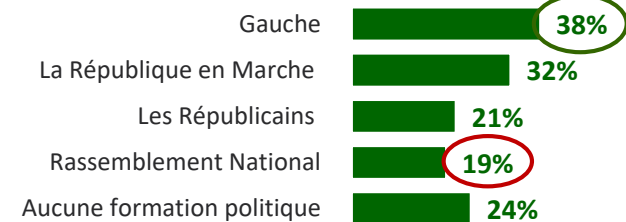
Profession



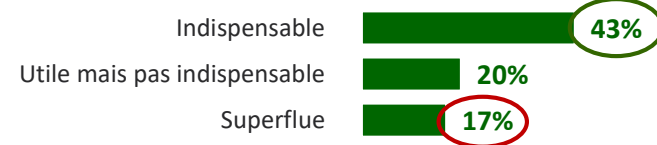
Niveau de diplôme



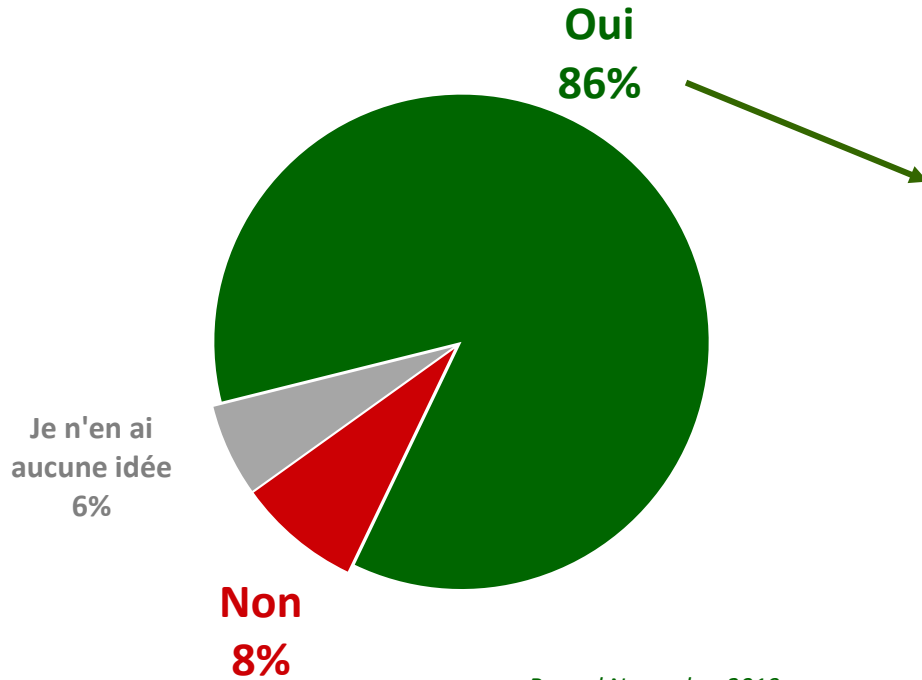
Proximité politique



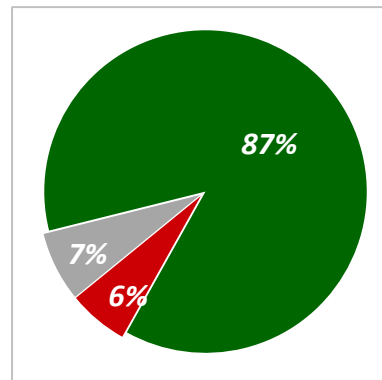
Utilité perçue d'un referendum sur les questions écologiques



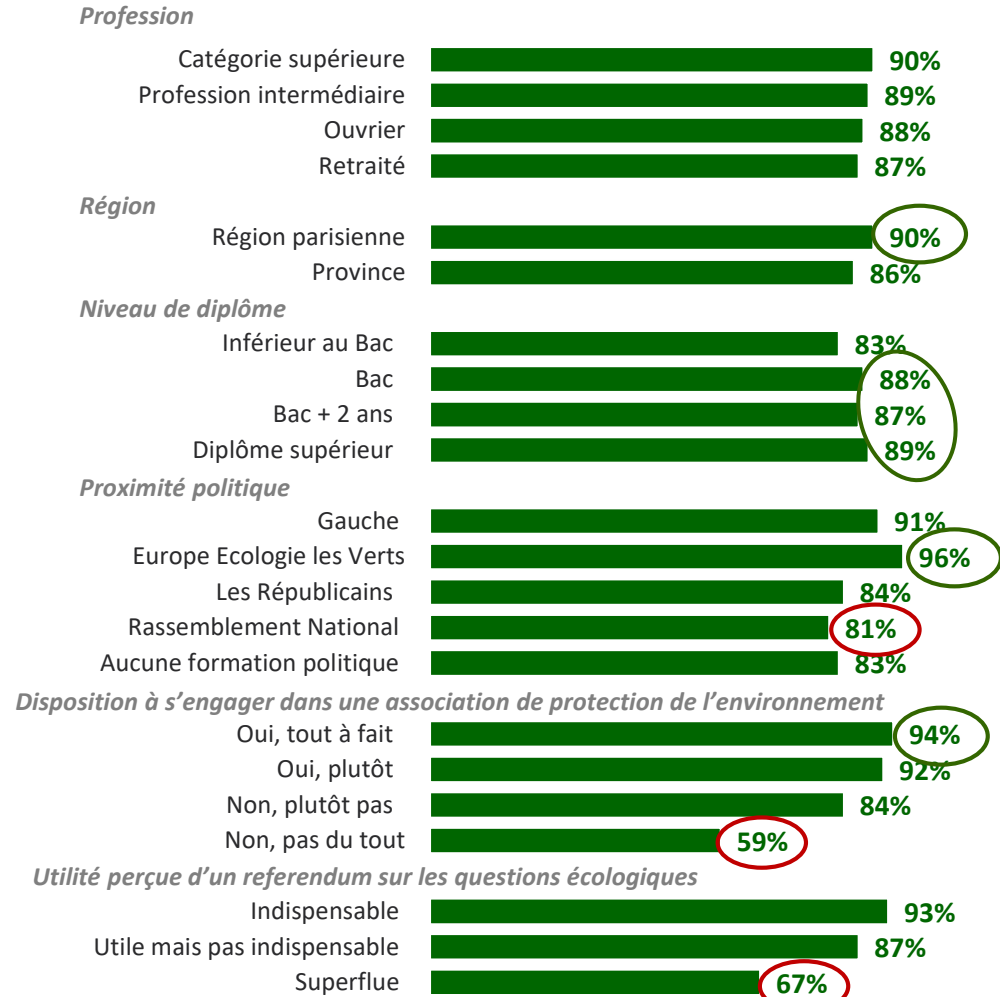
QUESTION : Selon vous, le dérèglement climatique est-il une réalité ?



Rappel Novembre 2019

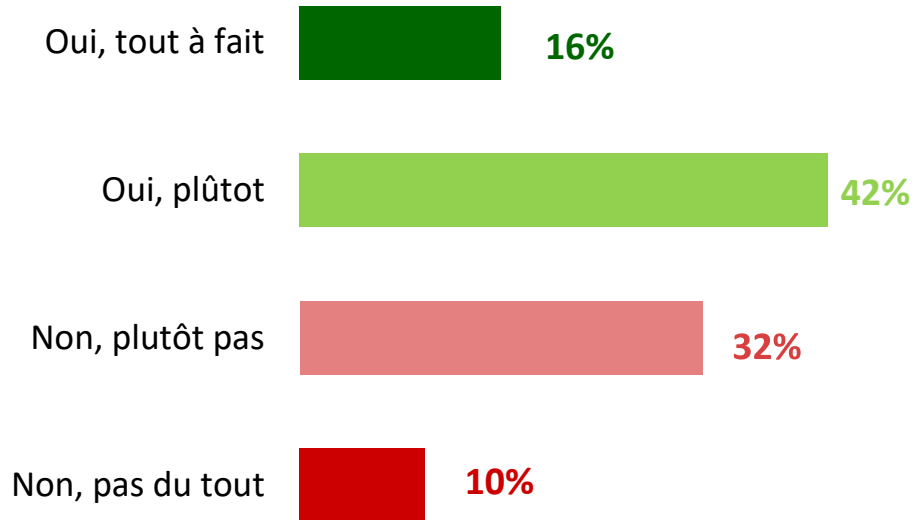


Pour qui le dérèglement climatique est une réalité ?



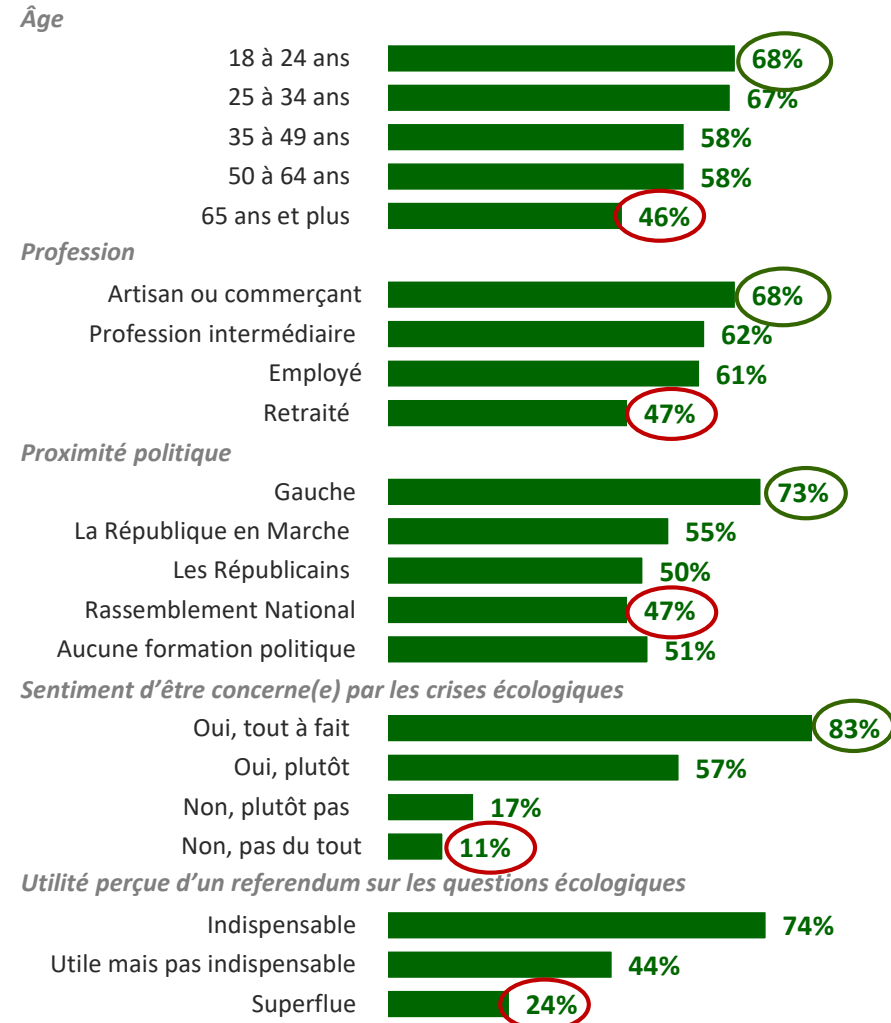
QUESTION : Vous personnellement, seriez-vous prêt(e) à vous engager dans une association de protection de l'environnement ?

58% (-6) des Français se disent prêt(e)s à s'engager

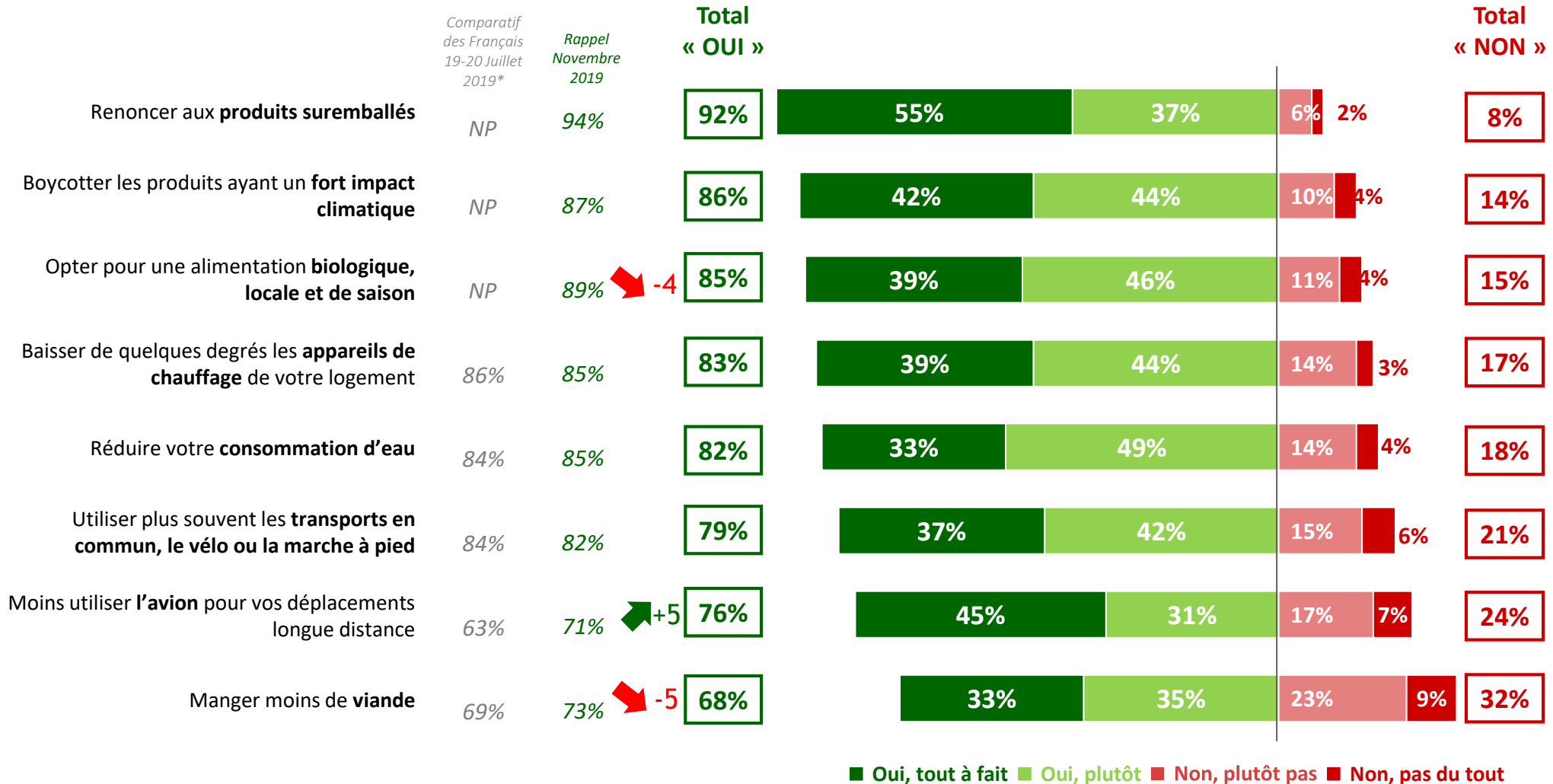


42% (+6) des Français ne sont pas prêt(e)s à s'engager

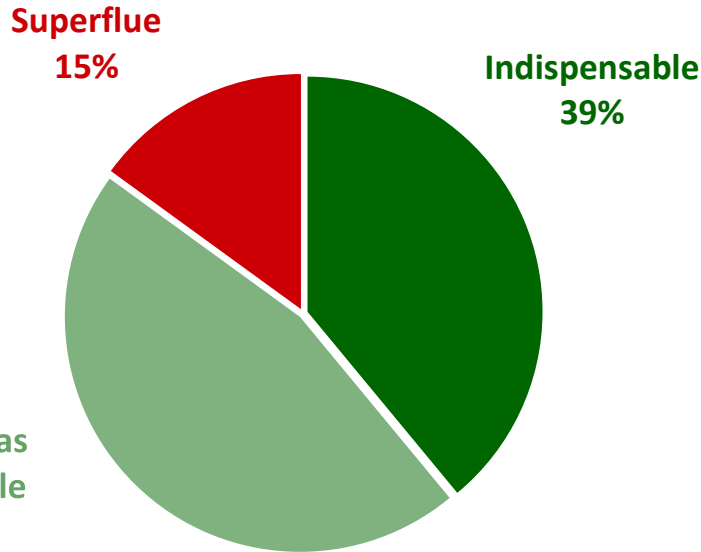
Qui sont les Français disposés à s'engager ?



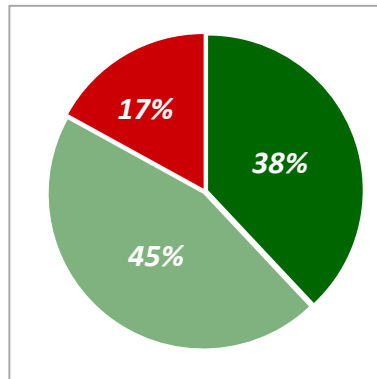
QUESTION : Et plus précisément, vous personnellement pour lutter à votre niveau pour une planète vivable, seriez-vous prêt à ... ?



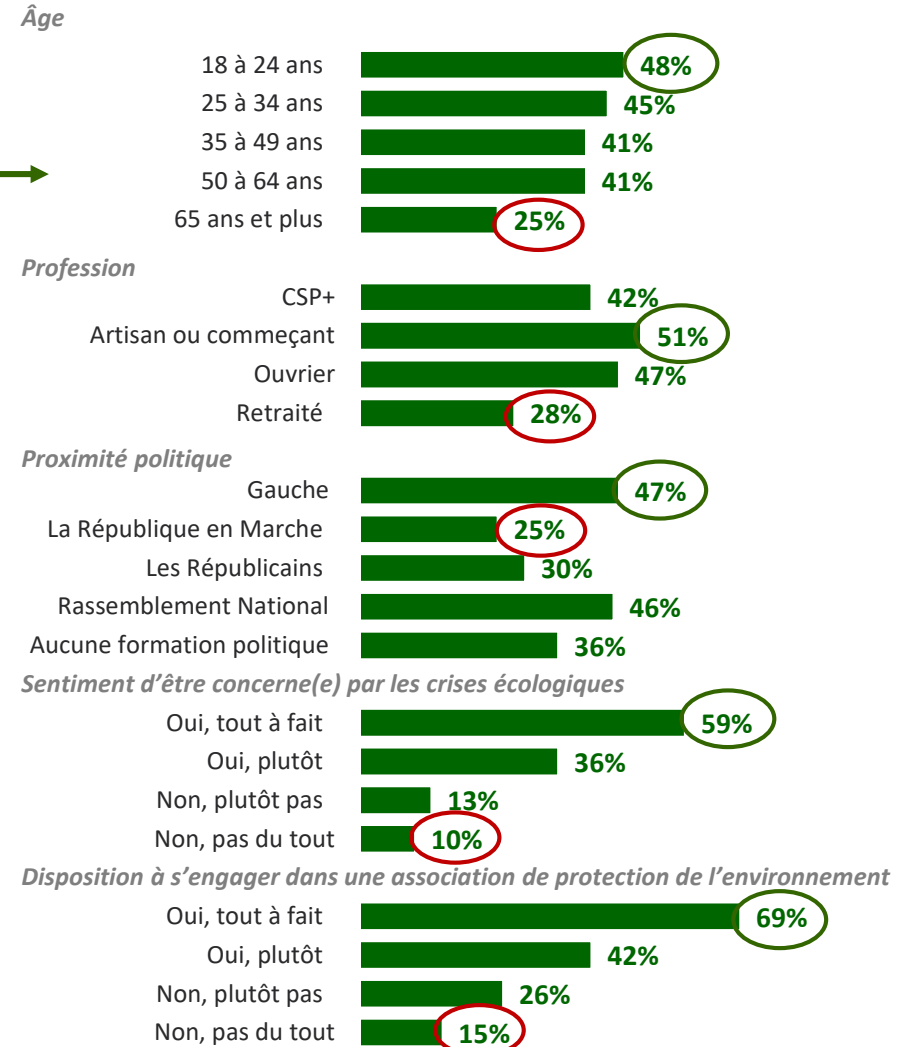
QUESTION : Enfin, diriez-vous que la mise en place d'un référendum sur les grandes questions écologiques est ... ?



Rappel Novembre 20019



Pour qu'un référendum sur les questions écologiques est indispensable ?





3 | Les principaux enseignements

Les citoyens sont toujours identifiés comme la première catégorie d'acteurs à même d'agir en faveur de l'environnement

37% (-1 point vs. 2019) des Français **considèrent qu'il revient prioritairement aux citoyens d'agir efficacement pour l'environnement**, et un peu moins de 8 sur 10 (77%, -2 pts) les placent dans le trio des principaux instigateurs. Si l'Etat est toujours nettement identifié « en premier » comme le second acteur le plus à même d'agir (19%, =), il se retrouve désormais en troisième position sur l'ensemble des citations (54%, -1), devancé par **les collectivités locales qui sont bien plus citées pas les Français que lors de la dernière vague (56%, +7 points)**. Derrière, on retrouve peu d'évolution et une hiérarchie inchangée : les entreprises sont au pied du podium (11% [-1] ; 43% [-1]), devançant les associations (10% [=] ; 33% [-1]) ou l'Union européenne (10% [=] ; 29% [-1]) qui apparaissent toujours comme des acteurs plus secondaires en matière d'environnement aux yeux des Français. Enfin, comme en 2019, les médias arrivent en dernière position avec moins d'un Français sur dix (1% [=] ; 8% [-1]) qui considère qu'ils incarnent un acteur de poids pour agir efficacement en faveur de l'environnement. Dans le détail, ce sont notamment les plus âgés qui identifient principalement les citoyens comme les acteurs les plus en capacité d'agir (40%, +5 chez les plus de 65 ans vs. 29%, +1 pour les moins de 25 ans. De même, comme lors de la vague précédente, les Français âgés de 65 ans et plus accordent plus volontiers leur confiance dans les collectivités locales que la jeune génération (16% vs 6%), tandis que ces derniers vont plutôt se tourner vers le milieu associatif (15% vs. 5%), voire même les médias (3% vs. 0%). Enfin l'Union européenne (11% chez les plus de 65 ans vs. 10% chez les moins de 25) ou encore les entreprises (11% vs 10%) apparaissent comme étant des acteurs qui inspirent autant confiance chez les jeunes que chez leurs aînés.

Si les Français se montrent encore loin d'être convaincus, les jugements positifs sur l'action du gouvernement et d'Emmanuel Macron en matière d'écologie progressent légèrement

L'action du gouvernement en matière écologique est toujours jugée globalement et majoritairement inefficace par les Français, mais semble néanmoins légèrement progresser. En effet, alors qu'ils lui attribuaient la note de 4,4 sur 10 en 2019, elle s'établit désormais à 4,7. Dans le même temps, les Français interrogés se montrent encore peu convaincus d'Emmanuel Macron en matière de transition écologique, la majorité le considérant toujours ni engagé (57% « non, plutôt pas » ou « non, pas du tout », -6 pts), ni compétent (61%, -3 pts), il convient néanmoins de souligner des progressions sur les deux indicateurs, et notamment sur son engagement. En ce qui concerne la perspective d'un référendum sur les grandes questions écologiques, les Français s'y déclarent encore attachés puisque 46% (+1) d'entre eux y voient une utilité, et 39% (+1) attestent même de son aspect indispensable, contre seulement 15% (-2) qui le considèrent comme superflu. Dans le détail, les moins de 35 ans et les proches des partis de gauche (47% de « indispensable » respectivement), mais également les catégories populaires (47% des CSP-) et bien entendu les plus concernés par les crises écologiques (59%) y sont particulièrement favorables.

La protection de l'environnement n'est plus le premier domaine dans lequel des changements sont attendus

La protection de l'environnement ne constitue plus premier domaine dans lequel des changements sont les plus attendus dans les années à venir, en baisse de 5 points par rapport à 2019 (20% « en premier » et 49% du total des citations), faisant désormais jeu égal avec la sécurité des biens et des personnes (21% « en premier », +6 ; 50% du total des citations, +12 pts), une inquiétude très influencée par l'actualité, comme il est habituel de l'observer. Dans le contexte de crise sanitaire actuelle, c'est aujourd'hui la santé qui prend la tête des préoccupations (19% [+1] ; 54% [+2]). Viennent ensuite le travail (41% au total des citations), puis l'enseignement (28%) ou encore l'alimentation (23%) comme la consommation de façon plus générale (23%).

Les Français sont toujours aussi conscients de l'urgence climatique mais se montrent moins disposés à modifier leurs habitudes

Nos concitoyens ne remettent pas en cause l'existence d'un dérèglement climatique (86%, -1 pt), et 62% d'entre eux (-1 pt) estiment que l'état de la planète se sera détérioré d'ici 10 ans, mais l'idée d'un statu quo est tout de même partagé par un quart d'entre eux (24%, +3 pts). **Pourtant, dans le même temps la proportion de Français ayant le sentiment d'être personnellement concernés par les crises climatique est en légère baisse (83%, -3), notamment celle se déclarant « tout à fait » concernée (28%, -6 pts).** Dans le détail, les profils CSP+ (38%) ainsi que les plus diplômés (34%) sont les plus impliqués dans cette problématique, de même que les personnes se déclarant de gauche (38%). **De la même manière, les Français se disent moins prêts qu'avant à s'engager dans une association de protection de l'environnement (56%, -6).** On y retrouve encore une fois les publics de gauche (73%), mais également une jeune génération qui se montre particulièrement encline à s'engager (68% vs 46% des 65 ans et plus).

S'agissant des domaines incitant à l'engagement écologique, le même trio de tête que l'année dernière émerge : l'interdiction des plastiques à usage unique (58% de l'ensemble des citations, +3 pts), suivi des énergies renouvelables (55%, -2 pts) et de la sortie des pesticides (54%, -2 pts). Bien qu'en retrait, vient ensuite le transport par le rail (37%), qui apparaît un peu plus mobilisateur aujourd'hui (+5 pts), au même niveau que l'agriculture bio (36%). Les transports en commun (24%) perdent un peu de leur pouvoir mobilisateur (-4 pts) et sont désormais rejoints par la fin des publicités destinées aux enfants (23%, +5 pts), tandis que la mise en œuvre d'une fiscalité écologique semble de moins en moins fédératrice (12%, -3 pts).

Enfin, les Français se montrent tendanciellement moins disposés à adopter certains gestes du quotidien en faveur d'une planète plus vivable. En effet, si chacun des gestes proposés fédère encore au minimum près de 7 Français sur 10, la tendance est à la baisse sur l'ensemble des ces items, excepté la réduction des trajets en avion (76%, +5 pts), mais dans un contexte de réduction contrainte des vols liés à la crise sanitaire. Pour ce qui est du trio de tête, il reste sensiblement le même avec en tête le renoncement aux produits suremballés (92%, -2 pts), corroborant toujours la volonté d'engagement en faveur de l'interdiction des plastiques à usage unique. Viennent ensuite le boycott de certains produits ayant un fort impact climatique (86%, -1 pt), et le choix d'une alimentation biologique, locale et de saison (85%, -4 pts). Notons que la réduction de la consommation de viande est sensiblement moins valorisée que l'année dernière (68%, -5).